

Femmes philippines émigrées à l'heure de la mondialisation : actrices et victimes du développement

Sally Rousset, membre de *Babaylan-femmes philippines en France*

(Contribution à la conférence-débat organisée par Ritimo Ile-de-France, le 16 septembre 2003)

Bonsoir à toutes et à tous. Ce soir, pour introduire les débats concernant les apports des immigrés au développement de leurs pays, je parlerai du cas philippin, un cas très peu connu en France, l'immigration philippine étant fort discrète et moins nombreuse que l'immigration africaine par exemple, mais qui n'en est pas moins importante, surtout quand on parle des enjeux que cela représente.

Je pense, tout d'abord qu'il serait insuffisant de parler de l'apport des immigrés en réduisant cela, par exemple, à des projets de développement initiés par les immigrés, parce que notre situation ici, en Europe, est meilleure que là-bas, aux Philippines. Je vous propose de tenter une analyse à la fois plus globale et plus spécifique de notre situation. Je pense que nous ne pouvons pas isoler l'émigré philippin d'une histoire dont la compréhension est essentielle pour trouver des voies et des actions efficaces.

Je dirais qu'il y a eu trois grandes vagues successives d'émigration, chacune avec ses propres caractéristiques. Au début du XX^{ème} siècle, de nombreux Philippines ont émigré aux Etats-Unis pour travailler notamment dans les plantations de canne à sucre et de pommes. Un travail dur, mais où ils pouvaient espérer participer à la construction d'une nation (certains espéraient même que la colonie américaine gagnée aux Espagnols deviendrait le 53^{ème} Etat des Etats-Unis).

Etudiants, infirmières, médecins émigrèrent à leur tour, aux Etats-Unis, mais aussi au Canada et en Europe. Cet exode de main d'œuvre qualifiée était grave pour le pays, mais c'était le seul moyen pour ces professionnels de réaliser une carrière. Malheureusement ce phénomène continue.

Dans les années 70, beaucoup de Philippines, surtout des hommes qualifiés (électriciens, ingénieurs...) sont allés travailler au Moyen-Orient à l'occasion du boom de la construction de ces pays pétroliers à la population peu nombreuse. Une émigration temporaire avec des conditions de vie très sévères. Mais la paye était bonne. Ce qui n'était évidemment pas vrai pour tous : durant la même période, les Philippines ont été massivement embauchés comme marins, soumis au pouvoir dictatorial des capitaines et affrêteurs.

Aujourd'hui, les choses ont bien changé. L'émigré « type » est maintenant une femme. Une femme éduquée, par exemple une institutrice ou une comptable. Une femme éduquée donc, mais qui se retrouve domestique en Europe --et maintenant aussi dans d'autres pays d'Asie, plus riches, comme Singapour, Hong-Kong, la Corée du Sud et le Japon. Les Filipinas sont appréciées. De culture chrétienne, elles ont aussi appris l'anglais. Nombre d'entre elles peuvent ainsi aider les enfants dans leurs études, en plus du ménage et de la cuisine.

Dans la majorité des cas, ces femmes n'émigrent pas pour faire carrière dans le pays d'accueil. Elles partent par devoir, par obligation envers leur famille. Le chômage est tellement répandu aux Philippines et le salaire d'une institutrice si bas, qu'elles doivent chercher un emploi ailleurs, même de domestique. Pour permettre un frère ou une sœur à terminer ses études ; ou tout simplement pour la survie. L'émigrée est ainsi la sacrifiée. Celle qui abandonne tout pour aider le reste de la famille.

Pour la plupart de ces femmes, vivre à l'étranger -isolées de leurs familles, sans statut social reconnu, souvent humiliées-, n'est pas un libre choix, mais une obligation familiale, sociale, une déchirure. Et quand elles n'ont pas de papiers en règle, elles vivent dans la peur constante de l'arrestation. Et je ne parle pas ici de ces Philippines à qui l'on avait promis un

travail et qui se retrouvent prostituées de force en Europe. Ou esclave domestique violée (vous vous rappelez peut-être du sort de Sarah Balabagan). On voit donc que la vague actuelle d'émigration est la plus désespérée.

Une première conclusion que nous pouvons tirer : c'est que cette émigration forcée, massive, apparaît comme un exemple extrême de la crise du travail, d'une tendance universelle à la précarisation du travail et à la précarisation de la vie même.

Deuxièmement, chaque flux migratoire a aussi été orienté par les besoins des économies dans les pays d'accueil. Besoin d'un élargissement d'une main d'œuvre peu qualifiée mais stable aux Etats-Unis au début du siècle. Besoin de main d'œuvre bien qualifiée lors du boom pétrolier au Moyen-Orient dans les années 70. Et aujourd'hui, besoin d'un travail particulièrement précaire.

Aujourd'hui 7.4 millions de philippins, soit 10 % de la population, sont dispersés dans 193 pays, avec les flux migratoires passant de 300 000 à 866 000 départs annuels ces vingt dernières années. Les Philippines sont désormais le premier exportateur mondial de main-d'œuvre. On appelle les immigrés les « nouveaux héros » car ils ont sauvé le pays de l'effondrement économique grâce à l'envoi régulier d'argent : ces 6 à 8 milliards de dollars US qu'ils envoient annuellement à leurs familles. Cet apport représentait 1,5% du PNB en 1962, et 8% l'an passé.

L'émigration a sans aucun doute contribué à la création de milliers d'emplois et de petites industries qui ont soutenu l'économie du pays. On voit qu'en restant travailler ici, les immigrés assurent la création d'emplois aux Philippines, alors qu'eux-mêmes ont été obligés de partir parce qu'ils ne trouvaient pas de travail là-bas. Voici un problème à poser quand on parle du retour !

Voici aussi pourquoi l'émigration a été encouragée, voire promue par le gouvernement philippin, depuis le régime dictatorial de Ferdinand Marcos. Elle a été continuellement soutenue et progressivement mieux encadrée par les trois présidences qui se sont succédé depuis Marcos. L'emploi outre-mer est devenue une partie intégrante de la stratégie économique d'ensemble des gouvernements. L'argent des immigrés sert aussi à payer la dette du pays qui s'élève aujourd'hui à 50 milliards de dollars. Cette fois, l'argent qu'ils envoient au pays en ressort immédiatement pour retourner au Nord. Encore un paradoxe, dans toute cette histoire !

Bien que massives, les rentrées de devises assurées par l'émigration ne servent pas à surmonter les faiblesses structurelles, à maintenir une agriculture paysanne pourvoyeuse d'emplois, à développer la santé et l'éducation et à créer des conditions sociales et économiques qui permettraient de mettre fin à l'émigration forcée. Au contraire, l'émigration nourrit éternellement l'émigration pour payer le service de la dette aux banquiers du Nord.

Le départ massif de Philippins a certes permis d'assurer la survie économique de nombreuses familles, mais elle contribue aussi à déchirer le tissu social, et les conséquences en sont inquiétantes : exode de travailleurs qualifiés, désintégration du milieu familial, perte de repères des enfants, dévalorisation d'une éducation qui ne sert plus à trouver un emploi, perte de respect de soi. Des mères se demandent à quoi bon donner une éducation scolaire ou universitaire à leur fille si, de toute façon, elle se retrouvera domestique. Et quel est le sens d'un système d'éducation national si ces infirmières dont le pays a tant besoin partent, une fois formées.

Nous devons donc faire face à tous ces problèmes et différents réseaux d'immigrés, partout dans le monde, tentent de répondre aux besoins de divers façons, selon leurs capacités d'organisation.

Les initiatives prises sont très variées. L'accent peut être mis sur la jeunesse issue de l'immigration. Ou sur la protection des femmes immigrées contre les violences, pour leur droit à la santé (si difficile à assurer pour celles qui ne bénéficient pas de la sécurité sociale !). Ou sur la mise en réseau au niveau européen. Des partenariats directs sont

constitués avec des communautés aux Philippines : il peut s'agir d'aider un village à produire du savon, de soutenir la scolarisation des enfants ou de projets de reboisement...

Des liens plus étroits se tissent (ou se retissent) entre des organisations d'émigrés et des réseaux militants aux Philippines. Cela commence sur le plan électoral, avec la mise en œuvre d'une loi permettant aux émigrés de voter lors des prochaines élections nationales (au prix de beaucoup de difficultés, il faut le dire). La question d'une campagne commune contre la dette est aussi posée. Ou celle du développement culturel et écologique d'un site dans une démarche communautaire, qui associe effectivement la population locale plutôt que l'industrie touristique.

Certaines régions des Philippines sont le théâtre de conflits armés qui, par-delà leur fond économique, prennent des formes intercommunautaires comme à Mindanao, dans le Sud, entre chrétiens, musulmans et tribus montagnardes. Le fait que les immigrés de ces régions se rencontrent, dans une démarche interculturelle, contribue à résoudre de tels conflits...

Aux Philippines mêmes, des organisations, comme Kakammpi, luttent pour assurer une meilleure protection légale de l'immigration, modifier en ce sens le droit du travail, exiger du gouvernement que ses ambassades protègent mieux les immigrés, et aussi pour apporter un soutien aux familles d'émigrés. Des « Radio Pinoy » émettent aujourd'hui tant aux Philippines que dans plusieurs pays européens. Des liens se nouent ainsi entre société civile au pays et société civile immigrée. Mais tout cela demande beaucoup de temps et de persévérance, exige une auto-activité dans la durée.

L'immigration philippine en Europe joue un rôle moins actif que bien d'autres dans les mobilisations sur les droits des immigrés. Elle reste en effet souvent fragmentée, bien des réseaux se constituant sur une base régionale (les émigrés d'une même région, parlant la même langue, se retrouvant entre eux). Mais une chose est certaine : une conscience communautaire de l'émigration s'est néanmoins construite à partir de cette déchirure qu'est l'exil et elle débouche sur des initiatives largement auto-organisées. Ce qui ouvre certainement des perspectives...